

M. GRAY: Non.

M. BRUNSDEN: Autrement dit, les risques ne sont pas plus grands chez vous que dans une salle d'opération ordinaire, dans un hôpital?

M. GRAY: C'est tout à fait exact. Certains disent même que les risques sont bien moins grands.

M. LAURENCE: C'est bien là mon avis, monsieur le président.

M. GRAY: A la page 28, paragraphe 135, je crois qu'il n'est pas nécessaire d'insister sur cette question du «tube de pression» qui est le nom particulier d'un tube fonctionnant à la pression atmosphérique. M. Lewis en a parlé et je répète que c'est une des choses que nous faisons dans un réacteur de recherche. Il s'agissait là d'une épreuve.

Je vais m'arrêter quelques instants à la page 29, paragraphe 139, mais je pense que M. Lewis voudra en parler lui aussi plus tard. M. Boyd y déclare que l'on a appris que «la *Canadian General Electric Company* a récemment abandonné le revêtement au zircaloy pour le remplacer par l'acier inoxydable». Puis, à la page A-11 et, au paragraphe 37, il écrit, citant M. George White directeur général du service de l'équipement d'énergie atomique de la *General Electric*:

Nous n'avons pas l'intention d'abandonner le zircaloy.

J'ai parlé à M. George White à Toronto hier et il n'hésite pas à confirmer qu'ils n'ont aucune intention d'abandonner le zircaloy. Il confirme aussi que la moitié du coeur du réacteur Dresden aura un revêtement de zircaloy et que l'autre moitié sera en acier inoxydable.

Je passe maintenant à son résumé final: Premièrement, nous sommes d'accord pour dire qu'il faut poursuivre nos travaux sur le NPD. Deuxièmement, jusqu'à un certain point, nous pensons comme lui. Nous devons poursuivre les travaux sur le CANDU. Il voudrait, je pense, mettre des employés à pied et fermer des usines industrielles. Pas nous. Nous estimons qu'il faut poursuivre les travaux sur ce réacteur. En fait, c'est là notre intention. Le gouvernement nous a donné cette directive.

Troisièmement: Nous sommes d'accord: l'industrie privée devrait poursuivre les travaux sur les refroidisseurs organiques. Pour les raisons que j'ai données, nous n'acceptons cependant pas l'idée de confier plutôt cette tâche à la Commission de contrôle de l'énergie atomique.

Quatrièmement: Cette question, je le répète, dépend du niveau des dépenses gouvernementales affectées à la recherche sur l'énergie atomique. Si le gouvernement veut se lancer dans de grandes dépenses et examiner un nouveau système, l'A.E.C.L. serait certes l'un des organismes invités à étudier les piles chaudes à gaz. Quiconque en a le désir peut parler au gouvernement et il voudrait peut-être la peine d'examiner cette affaire.

M. BEST: Est-ce que vous estimez le coût total à 100 millions de dollars?

M. GRAY: Oui, à peu près. Il y a plusieurs années, pour réfuter un des premiers rapports de M. Boyd, j'ai évalué les dépenses à 100 millions en dix ans. J'ai par la suite demandé l'opinion d'un éminent ingénieur. Il m'a répondu: vous avez fait une erreur. Dix ans, c'est exact, mais le coût devrait être de 400 millions. Ce sont des avis purement personnels. Je ne pense vraiment pas qu'on puisse fabriquer un réacteur — et nous connaissons des personnes tout aussi compétentes, sinon plus, qui partagent cet avis — pour moins de 100 millions de dollars.

M. BEST: Une étude d'ensemble est-elle en cours?

M. GRAY: A quoi servirait de faire une étude technique d'ensemble si on ne doit pas construire une centrale? Voici ce qu'il faut envisager. L'étude pré-